

Monsieur le commissaire enquêteur

Chacun est évidemment libre d'apprécier ou non les éoliennes, mais les principes de bonne foi et de rigueur doivent être respectés.

Quand je lis dans une contribution que l'installation d'éoliennes n'entraînerait pas de pertes de valeur immobilière et qu'il faudrait se fier à l'étude de l'ADEME, je considère qu'il s'agit là au mieux d'une méconnaissance du sujet, et au pire de la reprise des éléments de langage de l'industrie éolienne.

Il suffit de lire l'étude de l'ADEME pour comprendre qu'elle n'a précisément pas étudié les impacts les plus importants :

- Sur les biens immobiliers situés à moins de 2,5 kms
- Sur les biens de valeur.

EXTRAIT DE L'ETUDE DE L'ADEME QUI CONFIRME CES LIMITES :

5.1.2. Limites de l'analyse quantitative

L'objectif de cette section est d'identifier les limites de la méthode appliquée dans l'analyse quantitative. Avant d'entrer dans le détail des limites, deux angles morts se dégagent, qui correspondent toutefois à un très faible volume :

- Les biens dont la valeur vénale est élevée (supérieure à 1 M€)
 - A titre de comparaison, les transactions de maisons dont le prix est supérieur à 700 000 € représentent 1% des transactions de maisons en France métropolitaine entre 2015 et 2020
- Les biens très proches des éoliennes (moins 2.5 km)
 - Les transactions de maisons situées à moins de 2,5 km d'une éolienne représentent 2,8 % des transactions de maisons en France métropolitaine entre 2015 et 2020

Les biens entrant dans les catégories ci-dessus ne sont pas couverts par la méthode déployée. Si la présente étude permet de démontrer que l'impact de l'éolien sur le prix de l'immobilier est négligeable, elle montre aussi que cet impact croît quand la distance aux habitations diminue. La quantité de données disponibles ne permet pas de chiffrer avec exactitude l'impact de l'éolien sur l'immobilier lorsque la distance qui sépare l'éolienne du bien est très faible.

On ne saurait être plus clair.

Cette étude a d'ailleurs été réalisée avec un comité de suivi largement noyauté par l'industrie éolienne, puisqu'on y trouve 5 représentants des syndicats professionnels éoliens (FEE et SER), l'office pro éolien franco allemand (OFATE) et le cabinet d'avocat GOSSEMENT qui est l'avocat habituel et talentueux de l'industrie éolienne. Je ne parle même pas des représentants de l'Etat dont on connaît le tropisme pro éolien :

REMERCIEMENTS

L'équipe projet tient à remercier chaleureusement les membres du comité de suivi pour leurs recommandations, pour les mises en contact qu'ils ont permises et pour leur regard critique : Sandra Stojkovic – DGEC, Nathalie Noël – DGPR, Angélique Lequai – DGPR, Matthieu Monnier – FEE, Chloé Perradin – FEE, Alizée Leonard – FEE, Camille Charpiat – SER, Jérémy Simon – SER, Stephanie Jallet – OFATE, Gwenolé Le Bars – AMORCE, Hélène Gelas – LPA-CGR, Margaux Bouzac – Gossement Avocats, Nicolas Grunwald – Prud'homme & Baum, Jacques Friggit – CGEDD, Nicolas Bonnet-Gravois – FPI, Emmanuel Perray – FNAIM, Christophe Maillet – SAFER, Gabrielle Barraqué – SAFER.

Par ailleurs, ce contributeur ignore les décisions de justice qui indemnisent les riverains du chef de la perte de valeur de leurs biens (dernièrement la Cour de RENNES a accordé plus de 700.000 euros d'indemnités à une quinzaine d'habitants d'un lotissement dont les demeures n'avaient rien de prestigieux. Cette décision n'est pas isolée, voir entre autres l'arrêt de la Cour de TOULOUSE dans le même sens).

Il ignore également la position des services fiscaux qui considèrent que la perte de valeur locative imputable aux éoliennes doit entraîner une diminution de la taxe foncière (TA de NANTES).

Il ignore également les avis des notaires confirmant les difficultés du marché immobilier liées à l'existence d'un projet éolien, et la nécessité d'inclure des clauses spécifiques dans les transactions.

D'autre part, ce contributeur ignore manifestement :

- Que l'électricité éolienne est injectée sur le réseau national et n'est pas consommée localement
- Que la France exporte 50 Tw/h d'électricité ce qui correspond à la production totale des éoliennes françaises
- Que la consommation électrique est en nette baisse (niveau de 2005)
- Que le préfet de l'INDRE reconnaît lui-même les efforts déjà consentis par le territoire, qui font que le département produit en électricité issue des ENRi, l'équivalent de sa consommation électrique
- Que la région CENTRE VAL DE LOIRE produit quatre fois plus d'électricité décarbonée qu'elle n'en consomme

Par ailleurs, la négation des effets des éoliennes sur la santé humaine est caractéristique de la désinformation orchestrée par l'industrie éolienne.

S'il n'y avait aucun effet, il n'y aurait pas deux études scientifiques en cours sur la question, qui prennent pour acquises les plaintes des riverains puisque les scientifiques reconnaissent que les infrasons auraient une action sur la cochlée :

- RIBEOlh
- PIBE.

Il n'y aurait pas eu non plus cet article paru dans la Revue du CNRS à propos des infrasons et de leurs effets.

Il importe peu que d'autres sources d'infrasons existent par ailleurs : cela ne justifie pas que l'on en ajoute d'autres plus perverses qui agissent de jour comme de nuit !

Ce contributeur glose encore sur l'analyse de cycle de vie des éoliennes.

Il ignore que l'ADEME, pourtant très pro éoliennes, a reconnu que les analyses de cycle de vie remontent aux années 2010-2015 et ne sont plus actuelles. Dans sa réponse à la FEDERATION

ENVIRONNEMENT DURABLE qui l'interrogeait à ce sujet début 2024, elle a déclaré que de nouveaux calculs étaient nécessaires :

Cette valeur est issue de l'étude « Analyse du Cycle de Vie de la production d'électricité d'origine éolienne en France » confiée par l'ADEME au prestataire CYCLECO et publiée en décembre 2015. Cette étude a fait l'objet d'une revue critique réalisée par HEIG-CV et ARMINES conformément à la norme ISO cadrant les ACV.

Les quantités d'énergie de remplacement ci-dessus et les facteurs d'émissions* des différents moyens de production permettent d'évaluer les économies de CO2 vraisemblablement permises par le développement de l'éolien sur chaque année de la période étudiée. Cette évaluation n'a pas pris en compte le facteur d'émission de l'éolien évité (12,7 g/kWh) issu des calculs ACV réalisée en 2015.

L'ADEME est en train de mettre à jour l'étude ACV de l'éolien. Le cahier des charges de cette mise à jour sera publié en 2024. Les données actualisées seront intégrées à la Base Empreinte®.

En toute hypothèse, les éoliennes terrestres sont au moins deux fois plus émettrices de Co2 que le nucléaire !

Enfin, sur la question de la biodiversité, toujours le même discours ridicule !

On pourrait le résumer ainsi : « Puisqu'il existe déjà d'autres sources de mortalité, pourquoi ne pas en ajouter une de plus »?

Si le législateur a classé les éoliennes dans les ICPE, c'est parce qu'elles sont présumées présenter de graves dangers ou inconvénients pour la biodiversité (L 512-1 du code de l'environnement).

Chaque citoyen se doit de respecter la biodiversité sans pouvoir se retrancher derrière les atteintes existantes contre lesquelles il convient de lutter.

En conclusion :

Ce projet est inutile, nocif, coûteux et rejeté par la population et les élus.

Le dernier mot doit revenir aux élus comme le prévoit la loi APER

Un avis négatif s'impose de plus fort

Bien cordialement

Patrick KAWALA président de la FVED